

de guerre, mais il se fait des choses sous l'empire du budget au nom de la guerre qui n'ont absolument rien à voir à la guerre, qui ne contribuent pas un iota à la défaite d'Hitler. Pour juger de l'impôt sur le revenu il faut remonter de l'effet à la cause et cette dernière se trouve dans le manque de préparation dont a souffert le Canada et dans l'erreur de jugement manifeste chez les auteurs de ce budget en face de la guerre mondiale.

Que trouve-t-on dans le budget pour l'assistance aux ouvriers, aux vieillards, aux infirmes, à ceux qui sont physiquement inaptes au travail? On néglige entièrement ceux qui ont peiné sous la chaleur et le fardeau du jour et le soldat prend ici figure de grand méconnu. Si je comprends bien son discours et ces appels spéciaux, le ministre ne s'est jamais montré sympathique envers le soldat. Depuis que je suis à la Chambre, je ne l'ai jamais entendu préconiser pour les soldats le même traitement équitable auquel ont droit les civils. Le programme fiscal est-il fondé sur le principe qu'un homme qui s'enrôle perd ses droits civils, son droit à une rémunération suffisante alors que le pays dépense quatre millions de dollars par jour et en dépensera l'an prochain dix millions par jour, c'est-à-dire beaucoup plus en une seule semaine qu'il n'en a dépensé durant toute l'année 1896? Il faut bien que les familles de nos militaires aient de quoi vivre. Et aujourd'hui elles ne peuvent vivre convenablement sans indemnité de vie chère ni sans supprimer les inégalités de soldes.

Le ministre a oublié bien des choses dans la préparation de son programme. Il a laissé de côté la question du logement, celle de l'approvisionnement en combustible, celle d'un moratorium national et de la réduction des intérêts et bien d'autres choses encore qui assureraient un emploi aux travailleurs.

Le ministre parle de ce qui peut démolir le programme fiscal. Or je puis lui indiquer quels sont ceux qui vont démolir son programme: ce sont les gens mêmes que le ministre représente en cette enceinte. En sa qualité de ministre de la Couronne, c'est lui qui est responsable de toutes ces régies, de tous ces comités et sous-comités qu'il a établis, et ce sont ces organismes qui démolissent le budget et interdisent au contribuable les moyens de fournir les fonds requis à toutes ces fins sans remuer même le petit doigt pour gagner la guerre.

En appliquant ces exemptions, on ne tient aucun compte des malades et des invalides, qui peuvent vainement réclamer l'assistance publique. Le ministre n'a pas même tenu compte de la capacité de payer du public. M. Churchill, qui n'est pas avocat, qui fut

lui-même un jour chancelier de l'échiquier, déclarait, le 13 avril 1939:

Je sais très bien quel patriotisme et quelle sincérité animent les ministres de la Couronne dans leur désir d'agir avec une parfaite droiture...

Il parlait de la préparation du budget.

...mais je me demande s'il n'y a pas quelque influence qui intervient pour affaiblir la lucidité des ministres ou même les aveugler complètement.

Le public aimerait savoir si le revenu additionnel provenant de l'impôt sur le revenu et des autres taxes sera affecté à l'effort de guerre. Il s'attend que l'on emploie aux fins de la guerre, et non à des fins civiles, les deniers prélevés à cette fin; qu'on ne les gaspille pas sur la fixation d'un plafond des prix. Le public veut que la guerre se poursuive énergiquement et efficacement, et personne ne trouvera à redire, si l'on peut être sûr d'obtenir, dans la poursuite de la guerre, la pleine valeur de chaque dollar prélevé par ce budget.

On parle de conscription de la richesse, mais le présent budget empêchera entre le tiers et la moitié des gens qui ont souscrit aux emprunts de la Victoire et acheté des certificats d'épargne de guerre durant la dernière guerre et la présente, d'acheter dorénavant des obligations et des certificats d'épargne de guerre. Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu vont entraîner le chômage et la ruine de plusieurs commerces, grands et petits. C'est la porte ouverte au caporalisme et au socialisme d'Etat.

Les taux de l'impôt sur le revenu sont inéquitables. Tout le budget n'est qu'une invitation au socialisme d'Etat. Parlez-nous de conscription de la richesse! Je ne connais personne qui en ait, car le riche se voit enlever son revenu par le présent budget, et Dieu sait dans quelle situation se trouvera le pauvre lorsqu'on aura prélevé les impôts actuels sur son revenu. Suivra sans doute la conscription des biens et du revenu du petit marchand détaillant. M. Little et M. Gordon, ce dernier dans un discours qu'il a prononcé à Montréal, et M. Little à Ottawa et Toronto, ont dit aux petits détaillants et certains grossistes de fermer leurs portes. M. Gordon les avertit qu'il leur faudrait fermer leurs portes parce qu'ils ne pourraient se procurer les matériaux nécessaires, et le reste. Si toute cette enrégimentation et ce contrôle pouvaient contribuer à la défaite d'Hitler, pas un mot de protestation ne serait soulevé. Mais il n'en est pas ainsi.

La Grande-Bretagne a adopté une loi qui va à l'encontre du présent budget. On a tenté sans succès de contrôler le commerce dans la métropole, mais que fait-on aujourd'hui? La chambre des lords a adopté un bill connu